



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
The Cambridge Building
3 Queen Street/ 3, rue Queen
Charlottetown, PEI C1A 4A2
Bid Fax: (902) 566-7514

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Commercial Acquisitions (PEI)
The Cambridge Building
3 Queen Street/3 rue, Queen
Charlottetown, PEI C1A 4A2

Title - Sujet Design Consultant Svcs-DJM Bldg,PEI	
Solicitation No. - N° de l'invitation ED001-180782/A	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client ED001-180782	Date 2017-11-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWC-023-4198	
File No. - N° de dossier PEI-7-40048 (023)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-12-06	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ellis-Herring, Alison	Buyer Id - Id de l'acheteur pwc023
Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-3908 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
ED001-180782/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWC023

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20180782

File No. - N° du dossier
PEI-7-40048

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Cette modification à l'invitation numéro sept (7) est soumise pour inclure l'addenda numéro 7 suivant.

La modification qui suit apportée aux documents de soumission entre en vigueur dès maintenant. L'addenda fera partie des documents de contrat.

Toutes autres conditions ne changent pas.

Addenda numéro 7.

1. PROLONGATION

Veuillez prendre avis que la date limite de réception des soumissions dû le 5 décembre 2017 est reportée à **14h00 le 6 décembre 2017**.

2. ÉNONCÉ DE PROJET / CADRE DE RÉFÉRENCE

.1 À l'article EP 1, alinéa 1.3.1, au 8^e paragraphe, remplacer Green Globes de niveau 4 par Green Globes de niveau 5. Remplacer toutes les descriptions subséquentes de la certification Green Globes de niveau 4 par la certification de niveau 5.

.2 Dans l'EP 1.3.2, Mise en œuvre par étapes, remplacer « de haut en bas » par « partie de l'immeuble ».

.3 Dans l'ensemble de la demande de propositions (DP), le nombre de locaux occupés dont il est fait état varie légèrement selon la source du rapport. Pour les besoins de la conception, on devra utiliser les données suivantes : occupation actuelle, 750 locaux; occupation future, possibilité de 900 locaux; 250 bureaux à déménager à l'extérieur de l'immeuble dans des locaux transitoires.

3. QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1. Quel est le budget prévu en ce qui concerne le mobilier? Ces travaux de premier plan ne sont pas compris dans le budget de construction. Devraient-ils constituer un service requis (SR) distinct dont le prix devrait figurer à l'annexe C?

R1. En ce qui concerne l'achat du mobilier, le budget estimatif est de 3 700 000 \$. Il est à noter que cette estimation, de même que toutes celles qui se rattachent à la construction, n'ont été établies qu'à titre indicatif aux fins de l'analyse de rentabilisation interne relative au projet. Consulter l'alinéa 1.3.3.1.4 pour connaître l'étendue des travaux ayant trait au mobilier.

Q2. Le document B651-12 de la CSA n'a pas été inclus parmi les normes et est maintenant remplacé par l'édition 2017. En ce qui concerne toutes les références aux codes, devons-nous tenir pour acquis que c'est l'édition la plus récente qui s'applique?

R2. Oui, c'est l'édition la plus récente des normes et des codes qui s'applique.

Q3. Voir ci-dessus. Il existe une nouvelle édition du Code national de l'énergie.

R3. Oui, c'est l'édition la plus récente des normes et des codes qui s'applique.

Q4. Addenda n° 3

Il s'agit là d'une clause étonnante, dans la mesure où :

- les architectes ne sont pas assurés pour garantir la sécurité de l'immeuble;
- le niveau de sécurité variera suivant les exigences relatives au calendrier;
- la sécurité liée à la construction devrait relever de la responsabilité de l'entrepreneur ou du propriétaire, et non de celle de l'expert-conseil.
- Nous suggérons que cette clause fasse l'objet d'une révision afin que la responsabilité

incombe plutôt au propriétaire, ou que ce dernier négocie un tarif horaire avec les commissaires pour un nombre d'heures dont ils auront convenu ensemble.

R4. Supprimer l'addenda n° 3. Les modifications apportées aux clauses relatives à la sécurité feront l'objet d'un futur addenda. Tous les experts-conseils devront posséder les attestations de sécurité appropriées précisées dans les clauses de sécurité.

Q5. EP 1.3.3.7

Nous (les experts-conseils qui ne sommes pas employés du gouvernement) n'avons pas accès à ce site Web. Pouvons-nous y avoir accès, ou obtenir une version du document à laquelle nous pourrions faire référence?

R5. Ce document figure maintenant sur le site Achats et ventes (joint séparément).

Q6. Alinéa 6.3.1

Le plus souvent, l'entrepreneur général gère les réunions relatives à la construction et en établit le compte rendu, exception faite de la réunion initiale ou de lancement. Avez-vous l'intention de confier cette tâche à l'expert-conseil ou au représentant des services de construction sur le chantier?

R6. Supprimer le deuxième point de l'article SR, alinéa 6.3.1 : « L'expert-conseil est chargé de préparer les comptes rendus de toutes les réunions d'information, en dactylographie et en format électronique. Il doit en remettre copie à tous les participants et aux autres personnes approuvées par le représentant ministériel. »

Supprimer l'élément suivant du troisième point de l'article SR, alinéa 6.3.1 : « On doit préparer les comptes rendus des réunions et en remettre copie à tous les participants. »

Q7. À l'alinéa 6.3.12, il est précisé que SPAC assumera les coûts du combustible et des services publics. Cela implique que l'entrepreneur sera responsable des coûts du combustible et des services publics durant la construction, ce qui sera quasi impossible à gérer dans le cadre d'une rénovation par étapes.

R7. Supprimer le point sur les coûts du combustible et des services publics de l'alinéa 6.3.12.

Les quatre points restants sont des sous-éléments du deuxième point :

- sécurité des ouvrages;
- bon fonctionnement et bonne utilisation de l'équipement installé dans le cadre du projet;
- entretien général et nettoyage des ouvrages;
- entretien des lieux (sauf l'entretien spécifiquement prévu au contrat).

Q8. Au paragraphe 6.5, il est indiqué que l'expert-conseil doit surveiller le fonctionnement de l'immeuble durant la période de garantie. Estimez-vous que cette tâche relève de l'ingénieur en mécanique, de l'expert-conseil en développement durable, ou du modélisateur en énergie?

La responsabilité de cet aspect du projet incombe généralement à l'expert-conseil en génie mécanique et électrique (M et E).

R8. Modifier le paragraphe 6.5, qui doit être formulé de la façon suivante :

Même si ce projet ne vise pas l'obtention d'une certification LEED, il doit être conforme au cadre des éléments de la norme LEED BD+C v4 (NC) indiqués ci-dessous. Les exigences et la marche à suivre étape par étape liées à l'obtention de ces crédits et à la réalisation des conditions préalables devront être respectées. On s'assurera ainsi que le modèle énergétique de l'immeuble est mis à jour de façon adéquate pendant toute la durée du projet et que le bâtiment se prête à la mise en œuvre d'un *plan subséquent de mesure et de vérification, ainsi qu'à l'adoption de systèmes de bâtiments intelligents ou de mise en service continue* (non compris dans le présent contrat).

- Crédit WE : compteurs d'eau
- Crédit EA : compteurs d'énergie perfectionnés
- Crédit EA : efficacité énergétique optimisée – Option 1
-

Un rapport sur le rendement réel de l'immeuble doit être préparé et soumis à SPAC à la fin de la période de garantie. Ce rapport doit notamment faire état des éléments suivants :

- la consommation réelle d'énergie comparativement au résultat final de la modélisation de l'énergie;
- la consommation d'eau réelle comparativement à la consommation prévue;
- l'inclusion, dans les documents relatifs à la construction, des appareils de comptage nécessaires au respect des critères liés à la certification LEED indiqués plus haut.

Q9. EP 1.3.1

Il est indiqué que le projet ne comprendra pas de travaux à effectuer sur l'enveloppe du bâtiment. Pourriez-vous préciser quelle sera l'étendue des travaux pour le thermographe?

R9. Même si le projet de rénovation ne portera pas sur l'enveloppe extérieure, l'enveloppe doit faire partie de l'analyse des options liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le service de thermographie n'est nécessaire que pour l'analyse des émissions de gaz à effet de serre, à moins qu'un autre besoin se manifeste, auquel cas nous ferons de nouveau appel à ce service et assumerons les coûts supplémentaires.

Q10. SR 4.3.3

Cette description des dessins techniques de travaux publics et de bâtiment implique d'importants travaux de structure. La description du projet présentée plus haut précise qu'on ne prévoit pas de travaux à effectuer sur l'enveloppe et sur la partie extérieure du bâtiment.

R10. Il est indiqué entre parenthèses à l'alinéa 4.3.3 que l'étendue des travaux de structure porte sur les (zones rénovées).

Q11.

Les honoraires de ce nouveau sous-expert-conseil (travaux de structure) ainsi que ceux du thermographe devraient-ils s'ajouter aux coûts relatifs aux experts-conseils et être facturés selon l'étendue réelle des travaux établie de temps à autre au cours du projet?

R11. Voir la réponse à la question 12.

Q12. Identification de l'équipe de l'expert-conseil – les spécialistes suivants figurent sur la liste :

- ingénieur, structures;
- spécialiste ou ingénieur, systèmes de contrôle;
- thermographe;
- animateur d'atelier.

Faut-il comprendre que nous devons identifier les membres de l'équipe d'experts-conseils pour le cas où leurs services seraient requis, et que leurs honoraires feront l'objet de modifications au contrat au moment où ces services seront jugés nécessaires? Si ce n'est pas le cas, pourriez-vous préciser quels sont les services requis pour chaque spécialiste?

R12. Les services de ces spécialistes sont nécessaires dans l'ensemble de ce projet et doivent être compris dans les honoraires. Voir le point 2 de l'addenda n° 4. L'étendue des travaux de chacun de ces experts est définie dans la demande de propositions.

Précisions sur l'ingénieur en structures : un ingénieur en structures doit faire partie de l'équipe d'experts-conseils pour veiller à ce que les charges relatives aux systèmes mécaniques et électriques rénovés ou aux nouvelles salles n'aient pas d'incidence négative sur la capacité structurale. Si des renforcements de la structure s'imposent, ces travaux supplémentaires seront considérés comme un ajout au contrat. La proposition (Annexe C – Formulaire de proposition de prix –au-dessous de « Les horaires suivants peuvent être utilisés pour des modifications apportées au contrat ») devra comporter un tarif horaire pour les travaux de génie des structures en vue de faciliter la détermination de la valeur de ces travaux supplémentaires.

Q13. Simulation énergétique : Pour permettre à d'autres experts-conseils qualifiés d'effectuer les travaux de simulation de la consommation d'énergie exigés dans le cadre de la présente demande de propositions, pouvez-vous ajouter les experts-conseils qui figurent sur la liste des modélisateurs expérimentés en énergie d'Efficiency Nova Scotia (ENS) à la liste des autres compétences qui se trouve à la section EPEP 3.2.3 des documents de la demande de propositions? La liste de ENS et les éléments nécessaires au processus de candidature qui doivent y être ajoutés sont accessibles au :

<https://www.efficiencyns.ca/service/new-construction>. Pour l'ensemble des quatre provinces de l'Atlantique, seulement deux personnes possèdent la certification BEMP.
<https://www.ashrae.org/education-certification/certification/bemp-building-energy-modeling-professional-certification>

R13. EPEP 3.2.3 à lire : la certification BEMP (Building Energy Modeling Professional) d'ASHRAE, le registre des modélisateurs expérimentés du Conseil du bâtiment durable du Canada et le registre des modélisateurs expérimentés en énergie de Efficiency Nova Scotia (ENS).

Q14. Addenda 3 – article EP 1, alinéa 1.3.6

Les experts-conseils doivent obtenir et payer les services d'un personnel de sécurité. Veuillez fournir un montant afin que tous les soumissionnaires puissent proposer des sommes équivalentes pour couvrir les coûts hors de notre contrôle.

R14. Supprimer l'addenda n° 3. Les modifications apportées aux clauses relatives à la sécurité feront l'objet d'un futur addenda. Tous les experts-conseils devront posséder les attestations de sécurité appropriées précisées dans les clauses de sécurité.

Q15. Article SR 6, alinéa 6.3.1

L'expert-conseil doit préparer des comptes-rendus de toutes les réunions de construction. Le chantier et les activités qui s'y déroulent sont de la responsabilité de l'entrepreneur général. Il est chargé de la sécurité du chantier et du contrat avec les membres des corps de métiers. Les activités quotidiennes de l'entrepreneur sur le chantier peuvent fournir des éléments améliorant la qualité des réunions de chantier, facilitant ainsi la surveillance des travaux. Ce n'est généralement pas à l'expert-conseil de

s'occuper de la gestion de cette documentation. Veuillez vérifier que l'expert-conseil, et non l'entrepreneur général, fournira bien ce service.

R15. Supprimer le deuxième point de l'alinéa 6.3.1 : « L'expert-conseil est chargé de préparer les comptes rendus de toutes les réunions d'information, en dactylographie et en format électronique. Il doit en remettre copie à tous les participants et aux autres personnes approuvées par le représentant ministériel. »

Supprimer l'élément suivant du troisième point de l'article SR 6.3.1 : « On doit préparer les comptes rendus des réunions et en remettre copie à tous les participants. »

Q16. Pouvez-vous nous indiquer si le thermographe est responsable d'effectuer les relevés infrarouges de l'équipement de surveillance et d'évaluation ou de l'extérieur du bâtiment?

R16. Le thermographe n'est pas responsable d'effectuer les relevés infrarouges de l'équipement d'évaluation et de surveillance.

Q17. Pourriez-vous vérifier si l'expert-conseil principal sera responsable d'élaborer, de préparer et de surveiller un processus de demande de propositions pour l'achat de mobilier? Ou bien la demande de propositions est-elle menée par SPAC avec ses propres outils d'approvisionnement?

R17. L'achat de mobilier et la portée des responsabilités de l'expert-conseil sont décrits à l'article EP 1, sous-division 1.3.3.1.4, Mobilier.

Q18. article EP, alinéa 1.2.2

On parle de responsable de la conception (chef de l'équipe des fournisseurs). Qui est-ce? Qui est chef de l'équipe des fournisseurs?

R18. Le responsable de la conception et le chef de l'équipe des fournisseurs sont la même personne pour ce projet. Il s'agit d'un architecte principal de SPAC.

Q19. Avez-vous l'intention de revoir la couverture des différents éléments de traitement de l'air? En d'autres termes, si l'élément de traitement de l'air n° 1 couvre 60 % de l'extrémité nord du bâtiment, couvrira-t-il toujours ce même espace après les travaux, ou y aura-t-il davantage de rationalisation pour déterminer quel appareil de traitement de l'air doit couvrir quelle partie du bâtiment?

R19. La configuration et la technologie des systèmes actuels de CVCA ne resteront pas les mêmes, surtout considérant la réorganisation de l'espace nécessaire à l'organisation du travail axée sur les activités. SPAC prévoit la mise à niveau des équipements pour choisir une technologie efficace énergiquement avec de faibles émissions de gaz à effet de serre. L'analyse des possibilités en fonctions

Solicitation No. - N° de l'invitation
ED001-180782/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWC023

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20180782

File No. - N° du dossier
PEI-7-40048

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

des émissions de gaz à effet de serre est un processus complexe basé sur une modélisation de l'analyse du coût du cycle de vie, qui devrait aider les équipes de conception et de projet de SPAC à trouver la solution la plus appropriée.

Q20. En ce qui concerne la couverture du générateur d'urgence, l'objectif est-il de fournir une plus grande couverture que le niveau minimal actuel?

R20. En général, le chargement de la génératrice est limité aux charges d'urgence de l'immeuble. Les besoins de l'utilisateur ne sont pas encore connus. Pour cette application, le concepteur devra recueillir et examiner toutes les exigences avant de déterminer la taille du système d'urgence de façon définitive.

Q21. L'atrium est-il actuellement protégé par un système d'évacuation de la fumée et de ventilation dédié à cette partie de l'immeuble?

R21. L'immeuble n'est muni d'aucun système d'évacuation de la fumée.

Q22. On a discuté du manque d'uniformité des planchers, au point où il pourrait y avoir un écart de 3/4 de pouce sur l'un d'eux. Des travaux ont été effectués au fil des ans pour réduire ces écarts dans certaines zones de l'immeuble, mais si les locaux sont réaménagés ultérieurement, la hauteur des planchers pourrait changer brusquement. Comment gérera-t-on la situation?

R22. Toutes les déficiences de l'immeuble, connues et découvertes, devraient être prises en considération dans la portée des travaux de ce grand projet de rénovation.

Q23. Dans la documentation, il n'est pas clairement indiqué l'endroit où les salles de toilettes centrales seront déplacées. A-t-on décidé de ce que l'on ferait de ces salles de toilettes (tant à l'extrémité nord de l'immeuble que dans l'aile sud)?

R23. La demande de propositions n'indique pas si les salles de toilettes seront déplacées ailleurs dans l'immeuble. L'aménagement intérieur ou la conception mécanique peut forcer la modification ou le déplacement des salles de toilettes, mais le ratio avantages-coûts de tels travaux doit être pris en considération dans la conception.

Q24. Le logiciel REScreen est-il l'équivalent du logiciel IESVE?

R24. Le logiciel REScreen n'est pas l'équivalent du logiciel IESVE. Le logiciel doit être assez perfectionné et être doté d'un moteur de simulation puissant pour déterminer la faisabilité de chacune des

Solicitation No. - N° de l'invitation
ED001-180782/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWC023

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20180782

File No. - N° du dossier
PEI-7-40048

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

recommandations aux fins de cette étude et répondre aux exigences énoncées dans la demande de propositions.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le document du Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa) intitulé *Logiciels de simulation énergétique approuvés par LEED Canada*. Ce document est maintenant accessible sur Achats et ventes (joint séparément). Veuillez noter que le modèle énergétique de ce projet n'a été ni examiné ni approuvé par l'examineur du CGDCa; par conséquent, le point 3 ne s'applique pas.

Q25. Lignes directrices sur le modèle. Il est mentionné que nous devons utiliser la stratégie de durabilité du 25-55, avenue St-Clair et que l'étude de faisabilité du virage écologique servira de modèle. Veuillez nous fournir ce modèle pour que nous l'examinions.

R25. Le modèle est maintenant accessible sur Achats et ventes (joint séparément).

Q26. Le revêtement de sol dans l'ensemble de l'immeuble est très inégal. Le niveau du plancher entrera-t-il dans la portée du projet?

R 26. Voir la réponse n° 22 du présent addenda.

Q27. Nous comprenons que les ascenseurs doivent demeurer dans leur état actuel. Il y a cependant de la confusion pour déterminer si le caniveau de tuyauterie ou les salles de toilettes derrière les ascenseurs doivent demeurer intacts. Veuillez fournir des précisions.

R27. La demande de propositions n'indique pas si le caniveau de tuyauterie et les salles de bain derrière les ascenseurs doivent demeurer intacts. L'aménagement intérieur ou la conception mécanique peut forcer la modification ou le déplacement des salles de toilettes, mais le ratio avantages-coûts de tels travaux doit être pris en considération dans la conception.

Q28. Tous les refroidisseurs en toiture sont neufs (trois à cinq ans). Cela dit, il est difficile de déterminer s'ils seront conservés en raison de leur impact environnemental dans le cadre d'une conception à venir. Veuillez fournir des précisions.

R28. SPAC n'a aucune idée préconçue quant au sort réservé à ces refroidisseurs récents : conservation dans leur état actuel, adaptation, remplacement par des modèles plus écoénergétiques ou élimination. L'analyse des émissions de gaz à effet de serre devrait permettre de prendre des décisions plus éclairées à cet égard.

Solicitation No. - N° de l'invitation
ED001-180782/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
PWC023

Client Ref. No. - N° de réf. du client
20180782

File No. - N° du dossier
PEI-7-40048

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Q29. Les systèmes mécaniques en place ne respectent pas entièrement les objectifs de conception de l'initiative Milieu de travail 2.0; seront-ils remplacés par de nouveaux systèmes?

R29. L'un des principaux objectifs de ce projet consiste à remplacer et à mettre à niveau les systèmes mécaniques et électriques. Voir l'article EP, paragraphe 1.3.

Q30. La première phrase de l'article SR 10.1 indique ce qui suit : « SPAC a fixé pour ce projet l'objectif de quatre Green Globes pour bâtiments existants et intérieurs durables après autorisation d'utilisation dans le cadre de la Green Building Initiative (GBI) ». La formulation de cette exigence et les exigences subséquentes concernant les certifications Green Globes mentionnées ailleurs dans le document laissent croire que SPAC s'attend à une seule certification. Green Globes pour bâtiments existants et Green Globes pour intérieurs durables sont deux systèmes de cotation distincts. Est-il correct de présumer que le proposant doit chercher à respecter la certification « Green Globes pour les intérieurs durables » uniquement?

R30. Veuillez-vous reporter à l'élément n° 2.1 du présent addenda, qui exige désormais l'obtention de la certification GG de niveau 5. Le projet vise l'atteinte de la certification GG de niveau 5 pour les deux systèmes : 1. Green Globes pour les nouvelles constructions Canada – nouveaux immeubles et rénovations importantes et 2. GreenGlobes pour les intérieurs durables Canada – aménagements intérieurs.

Q31. Green Building Initiative est une organisation de certification des projets Green Globes aux États-Unis. Green Globes pour les intérieurs durables Canada a été élaborée et est administrée par ECD Energy and Environment Canada. Est-il correct de présumer que SPAC s'attend à ce que la certification soit respectée selon le système de cotation canadien?

R31. Votre présomption est exacte. SPAC s'attend à ce que la certification soit respectée selon le système de cotation canadien. Veuillez consulter les changements décrits à la réponse à la question n° 30.

Q32. (Selon la réponse à la première question) L'alinéa 1.3.1 indique que l'immeuble a actuellement une certification BOMA BEST 3. Étant donné que la certification BOMA BEST comprend des exigences opérationnelles dépassant la portée de la conception et de la construction, est-il correct de présumer que le proposant n'est PAS tenu d'entreprendre les démarches pour obtenir une certification BOMA BEST?

R32. Le proposant n'est PAS tenu d'entreprendre les démarches pour obtenir une certification BOMA BEST.